

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 31/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES DE PROVENCE

Le Triangle
235 Rue Léon Foucault
13080 Aix-en-Provence

Références : D-00322-2023
Code AIOT : 0006401262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement CARRIERES DE PROVENCE implanté Route des Carrières 84580 Oppède. L'inspection a été annoncée le 13/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Carrières de Provence exploite une carrière de pierre de taille sur la commune d'Oppède. Cette installation a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 mai 2003, pour une durée de trente ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE PROVENCE
- Carrière de Provence Route des Carrières 84580 Oppède
- Code AIOT : 0006401262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection du 11/03/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Modification des conditions d'exploitation	Autre du 01/08/2021, article R.181-46 II	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Prévention des pollutions industrielles	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 18.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 19	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Bruits	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 22.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion de déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	Susceptible de suites	Sans objet
2	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Susceptible de suites	Sans objet
3	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 14	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Bénéfice des droits acquis	Article L.513.1 code environnement	Susceptibles de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quatre points de contrôle notés comme "susceptibles de suites" à l'issue de la visite d'inspection du 11/03/2022 n'ont pas été constatés comme régularisés lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 et, ainsi, font l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement. Cette proposition de mise en demeure porte sur le non signalement de modifications des conditions d'exploitation, ainsi que le suivi des retombées de poussières et des nuisances sonores. Par ailleurs, une correction doit être effectuée au niveau du plan de gestion des déchets d'extraction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification d' une installation de gestion de déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : oui, le 11/03/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>

<p>Constats du 11/03/2022: Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD) mentionne que les déchets produits par l'exploitation de la carrière sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets d'extractions utilisés directement en remblai pour la remise en état ; - 1000m3 de terre végétale stockés en attente d'utilisation pour la remise en état du site. <p>L'exploitant précise que déchets d'extraction recouvrent les blocs impropres à la commercialisation et les fines de sciage. Toutefois, le PGD ne précise pas les codes déchets associés, tels que précisés dans l'annexe de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - code déchets 01 04 08 « déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 » pour les déchets d'extractions type « blocs » ; - code déchets 01 04 13 « déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 pour les déchets d'extractions type « fines de sciage » ; - code déchets 01 01 02 « déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères » pour la terre végétale issue du décapage. <p>Nota : le PGD, associé à la rubrique 2510 de la nomenclature ICPE, intègre également les déchets issus de l'activité de la taillerie (chutes de taillerie et fines de sciage).</p>
<p>Constats du 14/03/2023: l'exploitant a complété le PGD par ajout des codes déchets correspondant à son activité:</p> <ul style="list-style-type: none"> -code 01 04 07 déchets d'extraction : estimation à la fin de l'exploitation 195 000 m3, pas de stockage intermédiaire. -code 01 04 08 déchets de taillerie : estimation à la fin de l'exploitation 65 000 m3 utilisés pour le remblaiement des fosses en cours de réaménagement, pas de stockage intermédiaire; - code déchets 01 04 13 fines de sciage : estimation à la fin de l'exploitation 39000 m3 utilisés pour le remblaiement des fosses en cours de réaménagement, pas de stockage intermédiaire; - code déchets 01 01 02 terre végétale pour réaménagement : estimation à la fin de l'exploitation 1000 m3, elle est stockée dans un box dédié à cet effet sur les parcelles 143, 144 et positionné sur un plan topographique remis le jour de la visite d'inspection. Cet aménagement sera démonté en fin d'exploitation.
<p>Observations: Le code déchets 01 04 07 n'est pas référencé dans la nomenclature déchets, seul le code 01 04 07*, relatif aux déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères, est présent. L'exploitant doit, sous 1 mois, corriger cette erreur dans son PGD du 19/04/2022 et transmettre une la version corrigée à la DREAL.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : oui, le 11/03/2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats du 11/03/2022: Le PGD de la carrière ne comporte pas :

- les codes déchets associés aux déchets d'extraction produits (cf. point précédent relatif à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 22/09/94) ;
- une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description des conditions de remise en état de la zone de stockage des 1000m3 de terre végétale.

Constats du 14/03/2023: l'exploitant a complété le PGD par ajout des informations demandées, à l'exception des codes déchets qui doivent être corrigés (cf. PdC n°1 ci-avant).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès

Point de contrôle déjà contrôlé : oui, le 02/05/2017 et le 11/03/2022

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées

Cette prescription avait fait l'objet des écarts n°2, 3 et 4, relevés lors de l'inspection du 2 mai 2017 :

- la clôture d'un des bassins de gestion des eaux pluviales était partiellement détruite ;
- les dangers liés au même bassin de gestion des eaux pluviales n'étaient pas signalés par des pancartes (risques de noyade et enlèvement) ;
- un des portails d'accès (côté société Hugot) était ouvert en dehors des heures ouvrées et ainsi n'interdisait pas l'accès.

Le 11 mars 2022, il a été constaté que :

- la clôture avait été réparée autour du bassin de gestion des eaux pluviales ;
- les pancartes signalant les dangers liés au bassin de gestion des eaux pluviales avaient été dégradées et n'étaient plus en place ;
- une chaîne était en place, afin de limiter l'accès côté société Hugot.

Le 14/03/2023, il a été constaté:

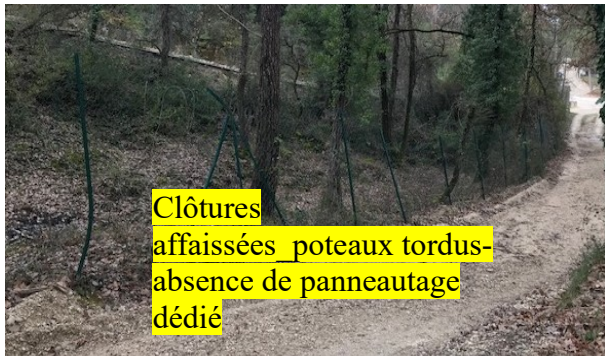
- La présence de 2 pancartes signalant les dangers liés au bassin de gestion des eaux pluviales;
- la présence de blocs de pierre et des panneaux "interdit au public" limitant l'accès côté société Hugot.
- La présence d'une chaîne avec un panneau mentionnant "danger risque de noyade" le long d'une piste in situ.
- La clôture côté Nord (maison du comptable) est par endroit abîmée voire affaissée, les poteaux sont tordus. Par ailleurs, il est constaté l'absence de panneau mentionnant l'interdiction d'accès et les dangers associés. L'exploitant a communiqué à la DREAL le 24/03/2023, la réparation de la clôture et des poteaux et la mise en place d'un panneau dédié.



Panneau avec
mention danger



Panneautage installé



clôtures redressées-présence de panneau interdisant l'accès (photographies transmises par l'exploitant le 24/03/2023)

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de délai : sans objet

N° 4 : Prévention des pollutions industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 18.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions industrielles

Point de contrôle déjà contrôlé : oui, le 11/03/2022

Prescription contrôlée :

I-Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.[...]

Constats du 11/03/2022 : La visite d'inspection a permis de constater que le ravitaillement des engins de chantier n'est pas réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un

point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. En particulier, le revêtement de l'aire de ravitaillement est très dégradé et des traces d'hydrocarbures ont été observées sur les sols et le mur à proximité.

Constats du 14/03/2023: La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a procédé à l'installation d'une nouvelle cuve avec rétention associée, elle est placée sur une dalle sous abris. Elle est positionnée au niveau de l'atelier où sont entreposés des fûts sur rétention. L'ancien lieu de ravitaillement n'est plus utilisé d'après l'exploitant. Toutefois, l'inspection relève que l'ancienne cuve et les équipements de distribution sont toujours présents, seule une pancarte cartonnée non fixée mentionne de ne plus utiliser ces équipements.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Mme la Préfète cette modification des conditions de ravitaillement de ses engins, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.



Observations : Cette non conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de trois mois, de porter à la connaissance de Mme la Préfète la modification des conditions de ravitaillement de ses engins avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement. En outre, le dossier devra préciser les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, à la fois pour les anciens équipements de distribution de carburants (évacuation des déchets, inertage, recherche de pollution des sols,...) et les nouveaux (moyens de lutte contre un incendie, rétentions,...).

Type de suites proposées : avec suite

Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescriptions

Délai : 3 mois

N° 5 : pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air

Point de contrôle déjà contrôlé : oui, le 11/03/2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les pistes de la carrière doivent être régulièrement humidifiées. Mesure des retombées de poussières dans l'environnement: Des capteurs sont placés aux emplacements définis dans l'étude d'impact. Une campagne tournante de 3 mois sur 3 points de mesure sera réalisée chaque année.
Constats du 11/03/2022 : la visite d'inspection a permis de constater que les pistes de la carrière sont régulièrement humidifiées à l'aide d'un dispositif d'aspersion fixe. Toutefois, l'exploitant ne réalise pas le suivi des retombées de poussières selon une périodicité annuelle (dernière campagne de mesure effectuée en novembre 2016).
Constats du 14/03/2023 : la visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a procédé à la réalisation d'une étude relative aux mesures des retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt (mesures effectuées du 20/04/2022 au 16/05/2022). Les points de mesures correspondent aux points prévus dans l'étude d'impact. Il en résulte que les empoussièrtements sont faibles (maximum 2,55 g/m2/mois sur la station 2). . Toutefois, la campagne n'a été réalisée que sur une période d'un mois et non trois tel que prévu par l'article 19 de l'arrêté d'autorisation.
Observations: Cette non conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de trois mois, en collaboration avec un bureau d'étude de son choix, la réalisation d'une campagne de mesure des retombées de poussières sur une durée de 3 mois sur 3 points de mesures. Les résultats de cette campagne seront transmis à Madame la Préfète dans le mois suivant leur réalisation
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescriptions
Délai : 3 mois

N° 6 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Point de contrôle déjà contrôlé : oui, le 11/03/2022
Prescription contrôlée : Les dispositions relatives aux émissions sonores sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite une fois par an.
Constats du 11/03/2022: la visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant ne réalise pas un contrôle des niveaux sonores tous les ans (dernière campagne de mesure effectuée en septembre 2018).
Constats du 14/03/2023 : la visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a procédé à la réalisation d'une campagne de mesure d'émissions sonores le 20/04/2022. Les émergences relevées sont conformes au seuil réglementaire. Toutefois, les valeurs en limites de propriétés n'ont pas été contrôlées.
Observations: Cette non conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de trois mois, de faire procéder à la réalisation des mesures en limite de propriété. Les résultats seront communiqués à Madame La préfète de Vaucluse dans le mois suivant leur réalisation.

Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 7 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Autre du 01/08/2021, article R.181-46 II
Thème(s) : Risques chroniques, Modification des conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : oui, le 11/03/2022
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...]
Constats du 11/03/2022: la visite d'inspection a permis de constater qu'en raison de la mauvaise qualité du gisement du carreau n°5, la société des carrières de Provence exploite en parallèle le carreau n°3 par anticipation. Cette modification du phasage décrit dans le dossier de demande d'autorisation n'a pas été portée à la connaissance du Préfet préalablement à sa réalisation. L'exploitant devait, sous 3 mois, porter à la connaissance du Préfet la modification de phasage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, modification des garanties financières,...).
Constats du 14/03/2023: la visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'avait toujours pas porté à la connaissance de Madame La Préfète la modification de phasage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, modification des garanties financières,...).
Observations : Cette non conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure consistant à imposer à l'exploitant, dans un délai de trois mois, de porter à la connaissance de Madame La Préfète la modification de phasage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (incidences sur l'environnement, modification des garanties financières,...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Bénéfice des droits acquis

Référence réglementaire : Autre du 04/12/2015, article L.513.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bénéfice des droits acquis
Point de contrôle déjà contrôlé : oui, le 11/03/2022
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. [...]

<p>Constats du 11/03/2022: Il a été constaté le 11/03/2022 que l'exploitant dispose dans son arrêté d'autorisation du 12 mai 2003 de la rubrique à déclaration n°2517 « Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques » pour un volume de 21 000 m³. Or, l'exploitant ne s'est pas positionné vis à vis des seuils de cette rubrique à la suite de l'évolution de la nomenclature survenue en 2012 (rubrique désormais exprimée en m²). Il avait été demandé à l'exploitant de se positionner sous 3 mois vis à vis des seuils en vigueur, applicables à la rubrique n°2517.</p>
<p>Constats du 14/03/2023 : Il a été constaté le 14/03/2023 que l'exploitant n'avait toujours pas transmis les éléments demandés.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, se positionner vis à vis des seuils en vigueur, applicables à la rubrique n°2517, afin de déterminer le régime actuellement applicable à ces installations de transit.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suites</p>
<p>Proposition de suites : sans objet</p>